

combative.

Face à ce constat, l'assemblée est née simultanément du désir de reprendre et de lier diverses individu-e-s, initiatives d'auto-organisation qui s'étaient exprimées en dehors des institutions, Partis, syndicats et pouvoirs publics. De le faire contre des tendances qui visaient à composer avec ces derniers. Et de le construire sur la durée.

L'Assemblée autonome se veut à la fois un espace d'échanges et de discussions, où peuvent se proposer des réflexions, des infos et se coordonner des activités entre différentes personnes participant parfois à d'autres collectifs et initiatives, tout autant qu'un espace de lutte, où se préparent interventions publiques et actions collectives. Elle se veut ainsi une force sociale et politique autonome contre l'ordre existant. Une force anticapitaliste et anti-autoritaire.

Nous avons ensuite poursuivi notre activité en nous opposant à la mascarade électorale dont il ne pouvait rien sortir de plus que l'avènement d'un Macron ou de l'un de ses clones.

Notre lutte n'est pas prête de s'arrêter. Les attaques se succèdent. Cette ambition de poursuivre l'aventure d'une assemblée autonome est non seulement importante pour la suite de ce mouvement, pour notre implication collective en son sein, mais également pour les mois et années qui viennent.

Il y a là quelques pistes sérieuses pour riposter à ces différentes attaques, pour organiser l'entraide, pour rompre notre isolement.

Nous vous proposons d'en discuter le mardi 22 novembre à partir de 18h au local Apache (35, boulevard Poincaré) pour donner suite à nos envies.

L'assemblée autonome,

Caen, 2017

assembleeautonome.caen@riseup.net



Nous n'aurons que ce nous serons en mesure d'arracher.



*« Nous voulons un boulot de merde,
payé des miettes ! »
Les chômeurs heureux.*

DE MANIFS EN MANIFS, DE « NUITS DEBOUTS » EN « FRONT SOCIAL », il y a comme un fantôme qui agonise : la gauche politique et syndicale. Au milieu de ces cortèges funéraires, souvent nous nous sentons étrangers. Et comme partout ailleurs, au quotidien, le fond de l'air est xénophobe et réactionnaire, on a sacrément du mal à prendre notre souffle.

Nous sommes précaires, chômeur-se-s, retraité-e-s, étudiant-e-s. Des CDI, des salaires décents, nous n'en avons jamais connus, et n'en connaissons sans doute jamais. D'ailleurs, ça ne nous a jamais fait rêver. Pour certain-e-s, nous étions de ceux et celles qui gueulaient en 2006, « Ni CPE, ni CDI, tout ce qu'on veut c'est rester au lit »... Nous n'avons pas oublié à qui le travail et son code profitent. Le code du travail ne nous a que trop rarement « protégés ». Et pour cause c'est le fruit d'un compromis entre le capital et le travail. Ce genre de compromis on en a tous fait, faut bien becter, mais c'est loin d'être notre utopie.

C'est sans surprises que la gouvernance Macron annonce réformer l'assurance chômage. Il s'agit comme pour les précédentes réformes, de diminuer substantiellement la part de l'indemnisation et sa durée, contraignant ainsi encore davantage les chômeurs et les chômeuses à se (re)mettre le plus rapidement possible sur le rail de l'emploi.

Aussi, les miettes d'indemnités qui nous étaient jusque-là allouées et qui nous permettaient parfois de souffler un peu, d'avoir une tranquillité relative, du temps et un peu d'argent pour nous, ou d'échapper certains tafs de galériens vont encore diminuer. Nous n'aurons plus guère le choix que d'accepter la première offre dite "raisonnable" .

En l'occurrence, le capital et l'Etat amplifient la concurrence et la division entre bons travailleurs/travailleuses et fainéants/fainéantes à leur seul profit. Comme si le chômage n'était pas une donnée structurelle, et que le chômeur et la chômeuse étaient les responsables de leurs situation. En agitant ainsi des épouvantails, le système capitaliste nous met en tension, il veut nous faire accepter sans ciller n'importe quel job pourvu qu'on ne reste pas inactifs et qu'il puisse nous exploiter à sa guise. Car dans sa logique il vaut mieux un travail sans qualité que pas de travail du tout, il vaut mieux courir après des boulots de merde payés des miettes plutôt que « *tourner en rond, glander, etc* ».

Le contrôle social s'intensifie déjà dans les pôles emploi. Mais la pression ne s'arrête pas là. L'auto-surveillance et la conformité au modèle dominant du petit travailleur infatigable se nichent insidieusement dans nos vies. Tout devient prétexte à construire son employabilité, à s'auto-évaluer et évaluer les autres.

Les attaques successives, de la loi travail à l'assurance chômage, en passant par les régimes de retraites, montre que le capital entend encore davantage accentuer nos conditions d'exploitation et de domination. Le recours à l'intérim, la sous-traitance, l'auto-entrepreneuriat, l'enchaînement des CDD à vie se généralisent. Chacun de nos gestes, chaque objet de notre quotidien, sont susceptibles de devenir encore davantage des marchandises. L'emprise de l'économie sur nos vies continue de s'étendre. Et le capital ne lâche plus rien.

Le temps de la redistribution est fini. Le capital se gave. Aujourd'hui avec Macron, les faux semblants, c'est également fini. Le président vient de chez Rotschild, le premier ministre d'Areva. La complicité entre Etat et capital n'est même plus masquée. Le recours à la société civile, c'est le recours au MEDEF. La suppression de l'ISF et la baisse des APL en sont emblématiques. Mais rien d'étonnant là-dedans. Le capitalisme pour exister a toujours eu besoin de l'Etat. C'est d'ailleurs parce qu'il ne lâche rien qu'il s'appuie sur l'Etat d'urgence, dont il généralise les prérogatives. Nous en avons déjà sentis les effets lors du mouvement du printemps 2016, où des compagnon-ne-s se sont vus interdire de manifester. Comme les assignations à résidences pleuvent, les violences policières se généralisent au moindre blocage ou à la moindre occupation, les espaces de luttes sont vidés. Le moindre soupçon de « mauvaises intentions » sont tuées dans l'œuf.

Pour que tout continue, il faut que chacun et chacune demeure isolé, vive seul les attaques qu'il ou elle subit. Les menaces de la crise, du terrorisme, des catas-

trophes écologiques deviennent des rappels à l'ordre.

Mais paradoxalement, c'est lorsque l'Etat comme le capital nous assène qu'il n'ont plus rien à nous offrir, que l'hypothèse réformiste bégaye ses vieilles illusions idéologiques. Et même, s'il n'y a plus beaucoup de miettes à négocier, que l'époque des acquis sociaux et de l'Etat providence est révolue, que le réformisme est plus que jamais une impasse, bureaucraties syndicales et Partis politiques de gauche continuent de vouloir négocier la taille de nos chaînes. Mélenchon et les « insoumis » entendent même se faire passer pour les représentant-e-s du mouvement social. En l'occurrence, ces « insoumis » ne visent rien d'autres qu'accéder au pouvoir. Ceux et celles qui croient sincèrement au mirages politiques vivront les mêmes désillusions que les générations successives qui ont cru en la solution électorale. Il n'y a rien à attendre de la représentation politique comme les échecs de Syriza en Grèce ou de Podemos en Espagne sont venus nous le rappeler.

Que ce soit pour résister aux attaques que nous subissons ou pour porter des coups à ce système qui nous exploite chaque jour un peu plus, nous n'avons d'autres choix que de nous organiser à la base. Depuis 2016, les directions syndicales et politiques ont une nouvelle fois démontré que leurs intérêts n'étaient pas les nôtres. De journées de grève éparpillées, en blocages fantoches, rien ne permet de peser sur la situation. Or c'est en portant des coups à l'économie toute puissante que nous serons en mesure de renverser un tant soit peu la situation.

Pourtant et sous la pression, il nous faudra bien tisser des solidarités directes et intensifier la contestation à partir, entre autres, des espaces où nous surnageons au boulot ou à la recherche d'un hypothétique job. Nous savons que si nous nous mettons en mouvement, travailleurs/ travailleuses, chômeurs /chômeuses, précaires, etc, il ne faudra pas compter sur la gauche qui comme la droite n'a de cesse d'entretenir le spectre du travail et sa morale comme valeurs centrales tout au long de la vie. Parce que le système voudrait nous voir isolés et concurrents opposons lui l'aide mutuelle, les solidarités de base, la constitution de caisses de lutte...

L'Assemblée autonome est née à la fin de la lutte du printemps 2016 dite « *contre la loi travail* », à partir d'un constat simple. Depuis quelques mois des liens, des complicités s'étaient tissées. La « *lutte contre la loi travail et son monde* », les occupations d'amphi, les assemblées de lutte, ont fini par nous déterminer à ouvrir une assemblée autour de quelques constats et perspectives. Les bureaucraties syndicales accompagnaient le mouvement en jetant les secteurs les plus combattifs en grève au compte-goutte, en condamnant les prétendus « casseurs » et « casseuses », en organisant des service d'ordre contre une partie des manifestant-e-s. Ces bureaucraties agissaient déjà contre la partie de leur base la plus